

<http://pierrealainmillet.fr/Le-changement-a-l-Universite-et>



# Le changement à l'Université et dans la Recherche, c'est maintenant ?

- Lectures à €! -

Date de mise en ligne : jeudi 17 avril 2014

---

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

---

**Comme enseignant à l'université, j'ai signé cette pétition qui révèle le grand écart entre les discours officiels du gouvernement et des médias, et la réalité vécue par les étudiants et personnels de l'enseignement supérieur.**

**Cette situation n'est pas propre à l'université, mais elle illustre la fracture politique qui décrédibilise les institutions et n'est pas sans rapport avec la forte progression de l'abstention électorale**

Nous, membres de la communauté universitaire et scientifique, avons été étonné-e-s par la lecture de l'article paru sur le site du Monde ce 2 avril 2014 sur la politique "consensuelle" menée par Madame la ministre Geneviève Fioraso.

La situation est si grave que quelques exemples glanés ces derniers mois suffisent pour prendre la mesure du désastre de la poursuite de la LRU - loi relative aux libertés et responsabilités des universités - par le gouvernement Ayrault.

Le 25 octobre 2013, la Conférence des présidents d'universités (CPU) a tiré la sonnette d'alarme avec sa "Motion relative aux moyens des universités" : « Aujourd'hui, les solutions utilisées et les efforts consentis atteignent leurs limites (â€) la situation à laquelle nous sommes confrontés sera bientôt intenable pour la majorité de nos établissements. A court terme, l'ensemble des universités françaises risque de ne plus pouvoir assurer les missions de service public que l'Etat leur a assignées ». Tout récemment, le mois dernier, le Conseil scientifique du CNRS et l'Académie des sciences ont fait de même.

Le monde universitaire bruisse de nouvelles atterrantes qui émaillent notre quotidien : chargés de TD congédiés la veille des cours, non-recrutement et précarisation de fait des non titulaires, mise sous tutelle de certaines universités par les rectorats (contrairement aux promesses de campagne), dégradation des lieux d'enseignement, chauffage coupé, etc. Thomas Piketty, directeur d'études à l'EHESS, dénonçait aussi la "faillite silencieuse à l'université" (Libération, 18 novembre 2013), principal échec de la présidence Hollande, alors même que le transfert financier à effectuer est minime pour résoudre la crise actuelle, l'enseignement supérieur et la recherche étant dotés d'un budget très restreint par rapport à d'autres pays d'importance comparable. Dans un texte remarqué, Alain Prochiantz, Professeur au Collège de France, reprenait les commentaires de la Cour des Comptes relatifs à l'inefficacité du très dispendieux Crédit Impôt Recherche (CIR), pour mieux souligner à l'inverse la sous-dotation de la recherche française fondamentale, à qui il manquerait selon lui 2 à 3 milliards d'euros (à comparer aux 6 à 7 milliards d'euros de la niche fiscale que constitue ledit CIR).

Hier impensable, l'idée d'une faillite financière des universités semble aujourd'hui une quasi fatalité. Elle est le résultat d'un effet mécanique de la LRU, comme le montre la situation dramatique de l'université qui avait été la (trop ?) bonne élève de la mise en œuvre des réformes Pécresse : l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Après avoir risqué la cessation de paiement, obtenu entre-temps de l'Etat deux avances remboursables, être passée sous tutelle rectorale, l'Université connaît enfin son budget pour 2014. Certes, le ministère a pointé la responsabilité de l'ancienne Présidente et l'a démise de ses fonctions de rectrice de l'Académie de Dijon ; mais le système qui a rendu cette situation possible est en place dans toutes les universités.

L'Association des sociologues enseignants du supérieur (ASES) montre que d'autres universités avec des ressources et des statuts fort différents connaissent actuellement, du fait de l'autonomie imposée, les mêmes

difficultés financières qui menacent leurs missions d'enseignement et de recherche à court et moyen termes. Dans l'incertitude, les universités bricolent : réduction des semaines de cours, diminution des heures de travaux dirigés (qui sont pourtant la meilleure chance de réussite des étudiant.e.s), suppression d'enseignements, tarification des heures de cours magistral au coût des heures de TD (ce qui revient à faire plus d'heures de cours, mais payées beaucoup moins). Contrairement à ce qui est affirmé aujourd'hui, on ne pourra certainement pas échapper à l'augmentation des droits d'inscription. Payer davantage pour un enseignement supérieur de moindre qualité et une recherche au rabais ? Comment croire que c'est ainsi que l'on veut rendre l'Université et la Recherche meilleures ?

Il est pour le moins paradoxal qu'un gouvernement dit "de gauche" poursuive la fragilisation, si ce n'est le démantèlement, des missions de service public en appelant notamment à reproduire le modèle - supposé plus efficace - de l'entreprise, loin de toute négociation ou même concertation.

Quels que soient leur discipline, leur institution, leur statut et même leur sensibilité, les témoignages des acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur concordent. Tous s'alarment du peu d'intérêt porté à une véritable politique de la recherche dans un contexte d'austérité programmée, du peu de crédit accordé à la parole même des chercheurs et des enseignants, du peu de respect pour le travail des personnels administratifs noyés sous le flot incessant des réformes, des réorganisations et autres refontes de nomenclatures qui ne cessent de produire des situations inextricables et des injonctions contradictoires. Du côté des grands organismes, le manque de transparence des procédures choque de la part d'un gouvernement qui en avait fait son engagement. Que penser de la récente sélection des candidats pour le poste de Directeur général de l'Inserm, qui a conduit à recruter finalement le conseiller de la ministre à la veille des élections municipales et du remaniement (Le futur DG pré-nommé ? Libération, 1er avril 2014) ?

Dernier exemple, et non des moindres, la recomposition du paysage universitaire dans des communautés d'université et d'établissements (Comue). Il nous est demandé, sans explication, d'éviter les "doublons" en matière d'offre de formations, au risque de saper les innovations pédagogiques. Or, au même moment, les services du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ont imposé, contre l'avis d'une majorité d'universitaires et sans concertation avec les associations représentatives des disciplines concernées, une réduction drastique des intitulés de masters, rendant illisibles les spécificités qui font les formations attractives pour les étudiants et intéressantes pour les employeurs. C'est un peu comme si un ministre du Commerce imposait aux restaurateurs de supprimer leur carte et de servir un menu unique fixé par eux sans dialogue préalable.

Le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur attendait beaucoup de ce remaniement : la prise en compte de l'immense déception suscitée par la politique menée depuis deux ans. Non, il n'y a donc pas apaisement, mais bien au contraire montée de la colère et du découragement. Sans aucune perspective d'amélioration.

Ne serait-il pas temps aujourd'hui d'insuffler enfin une nouvelle dynamique pour conduire la politique qui avait été promise et souhaitée : allègement de l'incroyable empilement bureaucratique et de l'inénarrable accumulation des évaluations qui paralysent plus qu'elles ne stimulent la recherche ; confiance envers les chercheur-e-s et les enseignants-chercheur-e-s ; soutien au développement d'un monde scientifique fondé sur la coopération et l'échange ; frein à l'absurde logique de compétition et de course à la prétendue excellence qui n'est le plus souvent que la preuve la plus éclatante de la capacité à se conformer aux attentes du politique ? Bref, rendre encore possibles l'invention scientifique et l'innovation pédagogique.

Au moment où la "compétitivité" de la recherche française à l'international est évoquée comme le Saint Graal, pourquoi mettre en danger l'attractivité des universités et de la recherche ? Pourquoi poursuivre aveuglement des réformes qui accentuent les défauts qu'elles visent à réformer ? L'inquiétude sur la pérennité du modèle universitaire et scientifique français est-elle moins forte aujourd'hui ? Non. Elle n'a même certainement jamais été aussi grande.